
Une transition politique libérale en Méditerranée. L'avènement de la Troisième République dans les Alpes-Maritimes et la question du campanilisme (1860-1879)

Henri Courrière



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11559>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2019

Pagination : 195-211

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Henri Courrière, « Une transition politique libérale en Méditerranée. L'avènement de la Troisième République dans les Alpes-Maritimes et la question du campanilisme (1860-1879) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 98 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 23 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/11559>

Ce document a été généré automatiquement le 23 mars 2020.

© Tous droits réservés

Une transition politique libérale en Méditerranée. L'avènement de la Troisième République dans les Alpes-Maritimes et la question du campanilisme (1860-1879)¹

Henri Courrière

- 1 La traduction de l'ouvrage de Philip Nord, *Le moment républicain. Combats pour la démocratie dans la France du XIX^e siècle*, a rappelé récemment l'importance des années 1860 et 1870 dans la mise en place du régime républicain français², et ces deux décennies apparaissent à présent comme un bon exemple de transition politique réussie qui, après le régime autoritaire du Second Empire, débouche sur l'instauration d'une Troisième République à la fois libérale et démocratique. De nombreuses études de science politique se sont par ailleurs penchées sur les caractéristiques des transitions démocratiques, moment d'incertitudes où les stratégies des individus sont déterminantes et processus au cours duquel de nouvelles règles du jeu politique sont produites puis acceptées par les différents acteurs, dans un contexte de conflits³. Privilégier l'échelle locale, en se gardant des risques induits par cette approche⁴, permet enfin d'aborder la question du rôle des notables et de la société civile dans la réussite d'une transition décidée et impulsée, tant bien que mal, à l'échelle nationale.
- 2 Le département des Alpes-Maritimes représente par ailleurs un espace original au sein de l'ensemble national français. Il se compose en effet de deux parties distinctes, séparées par le fleuve Var : l'ancien comté de Nice à l'est, détaché du royaume de Piémont-Sardaigne et annexé à la France le 14 juin 1860 à la suite d'un plébiscite⁵, et l'arrondissement de Grasse à l'ouest, issu du département du Var. Le comté niçois se caractérise en outre par l'existence d'un courant que l'on peut qualifier de campaniliste, terme désignant à la fois un attachement exclusif à sa ville d'origine mais aussi, en Italie, un certain esprit régionaliste qui s'opposa au centralisme du

gouvernement italien à l'époque du *Risorgimento*⁶. À Nice, ce campanilisme s'accompagne d'une opposition parfois virulente à « l'élément extra-local », c'est-à-dire aux « Français d'outre-Var » installés à Nice avant ou après 1860 et accusés de vouloir dominer la population niçoise, décrite elle-même comme un bloc unique et homogène⁷. Si les élites du comté de Nice sont, au moins depuis 1848, majoritairement libérales⁸, ce rejet des nouveaux compatriotes, comme l'existence de velléités séparatistes pro-italiennes, aurait pu entraver, voire compromettre, l'instauration de la Troisième République dans le département. Pourtant, à partir de 1878, les Alpes-Maritimes apparaissent comme un espace adhérent pleinement au nouveau régime.

- 3 Dans quelle mesure le campanilisme niçois a-t-il influencé l'avènement de la République dans les Alpes-Maritimes ? Comment une République qui se veut démocratique et libérale peut-elle accepter l'existence d'un parti dont la rhétorique frôle parfois le séparatisme et qui prétend, avec une belle constance, écarter les « Français d'outre-Var » de la gestion des affaires municipales ? Pour répondre à ces questionnements, nous nous intéresserons tout d'abord à l'essor des oppositions libérales à la fin du Second Empire, avant d'étudier l'onde de choc provoquée par la proclamation de la République, puis la consolidation progressive dans le département, de 1873 à 1879, d'une Troisième République modérée et libérale.

L'essor des contestations libérales à la fin du Second Empire

Un Empire aux bases fragiles ?

- 4 Dans le comté niçois, les modalités de l'annexion et de l'intégration à la France du Second Empire génèrent un terreau favorable au développement de contestations, essentiellement libérales, du régime bonapartiste, autoritaire et centralisateur. Un certain mécontentement est ainsi perceptible dans une partie de la population niçoise en raison des bouleversements économiques et sociaux provoqués par le changement de souveraineté (perte de clientèles pour les avocats, nouvelles réglementations pour différents corps de métiers, arrivée de nouvelles élites plus qualifiées, etc.). Les notabilités juridiques, formées à Turin au droit piémontais, ont beaucoup souffert de l'annexion et regrettent l'appartenance du comté au royaume de Piémont-Sardaigne⁹. Comme en Savoie, l'administration impériale commet quelques maladresses envers ses nouveaux administrés, qui regrettent « l'affabilité courtoise des anciens fonctionnaires piémontais » et déplorent « la rudesse souvent fort impolie » des nouveaux agents¹⁰. À Nice, l'interdiction au public d'utiliser un passage sous la voûte du Palais du Gouvernement est mal accueillie par la population, car elle oblige les habitants à faire un détour pour aller sur le Cours¹¹. L'administration forestière suscite également un fort mécontentement dans l'arrière-pays¹². Rapidement, des tensions apparaissent ainsi avec la population annexée¹³ tandis qu'une partie de celle-ci conserve des liens forts avec l'Italie et que la figure de Giuseppe Garibaldi demeure populaire dans sa ville natale¹⁴.
- 5 Dans l'ancien comté de Nice, l'opposition à l'administration est ainsi le fait d'hommes que le préfet nomme les « Italianissimes », partisans d'un retour à l'Italie¹⁵. Appartiennent à ce parti des avocats, mais aussi des ouvriers, des artisans et des commerçants garibaldiens, tous niçois¹⁶. En Italie, ce parti est soutenu par des journaux

de gauche, notamment *Il Diritto* de Turin et *Il Movimento* de Gênes¹⁷. Certains de ces « Italianissimes » sont proches des républicains français originaires du Var, qui ont fui la France en 1851 et se sont réfugiés à Nice¹⁸. Ils sont étroitement surveillés par l'administration impériale et, lorsque cela s'avère nécessaire, ceux qui ont choisi la nationalité italienne sont expulsés. Leur action est cependant limitée par le gouvernement italien, qui décourage toute velléité séparatiste¹⁹.

- 6 Les élections législatives de la fin du Second Empire montrent le développement progressif mais incessant des oppositions libérales au régime. Dans la circonscription de Grasse, la campagne des élections de 1863 est très vive entre le candidat officiel, Victor Masséna, et le candidat opposant, Fortuné Maure, ancien républicain modéré converti au bonapartisme libéral, un temps pressenti par le préfet pour être le candidat de l'administration²⁰. Lors de la campagne, plusieurs maires patronnent le candidat opposant, qui est soutenu par les libéraux orléanistes, quelques légitimistes, les républicains et des membres du parti italien dans la partie niçoise de la circonscription²¹. Contrairement à son adversaire, Fortuné Maure mène une campagne très active. Un comité est constitué à Grasse pour le soutenir²². Ses partisans visitent les communes de la circonscription²³. Malgré les efforts importants de la préfecture, Maure obtient 34 % des suffrages. Dans la circonscription de Nice, l'opposition au régime prend davantage la forme de l'abstention, qui atteint 46,8 %. Dans les deux circonscriptions, une partie importante du corps électoral a donc résisté à la candidature officielle.
- 7 Cet essor des résistances au régime se confirme quelques années plus tard. À l'approche des élections législatives de mai 1869, le maire de Nice, François Malausséna, bonapartiste libéral, souhaite en effet se présenter contre le député sortant, Louis Lubonis, et espère que le gouvernement restera neutre²⁴. La situation de Lubonis est si difficile et la position de Malausséna si solide, que la préfecture pousse le député sortant à se retirer²⁵. Dès septembre 1868, Lubonis démissionne pour devenir directeur de la succursale de la Banque de France à Nice et François Malausséna, seul candidat, est élu en octobre 1868. Les républicains, groupés dans un Comité de l'Union démocratique à Nice, échouent à trouver un candidat²⁶ tandis que les membres du parti « italien » votent pour Malausséna²⁷. Ce dernier obtient les suffrages de 71,6 % des électeurs inscrits. Le résultat du vote apparaît cependant davantage comme une adhésion au maire de Nice que comme un soutien au régime impérial.
- 8 Les élections législatives de mai 1869 confirment la relative fragilité du régime dans le département. Dans la circonscription de Nice, *Le Phare du Littoral*, faute de candidat, appelle les électeurs à s'abstenir²⁸ et François Malausséna est largement élu. Dans la circonscription de Grasse, en revanche, Victor Masséna doit affronter un nouvel adversaire redoutable en la personne de Joseph-Donat Méro, maire bonapartiste libéral de Cannes. Méro est soutenu par de nombreux maires, plusieurs conseillers généraux et certains notables déçus de l'Empire dans le comté de Nice. Plusieurs curés sont également signalés comme soutenant le candidat opposant. « Partisan de l'ordre » et « ennemi des révolutions », Méro proclame son soutien à la dynastie impériale tout en affirmant son attachement à une « sage liberté »²⁹. Le candidat mène une campagne très active, visitant de nombreux maires et notables, allant voir les cercles, employant des patrons de cabarets comme agents électoraux, faisant accoler de nombreuses affiches et distribuer abondamment son journal, la *Revue de Cannes*, et des bulletins. Il se sert également de sa fortune pour s'assurer de certains suffrages³⁰. Méro bénéficie en

outre des nombreuses absences de Victor Masséna, qui réside la plupart du temps à Paris³¹. L'administration, de son côté, s'appuie essentiellement sur les maires et les notables, qui marchandent parfois leur soutien. Malgré les efforts de la préfecture, les résultats du scrutin sont assez décevants pour le candidat officiel. Victor Masséna n'obtient que 61,9 % des suffrages par rapport aux votants et 48,2 % par rapport aux inscrits. Dans six cantons sur onze, les votes en faveur du candidat opposant ont augmenté.

Le développement des oppositions

- 9 Comme dans le reste de l'Empire, les contestations du régime prennent leur essor au cours des trois dernières années de la décennie. En 1867, *Le Phare du Littoral*, publié depuis deux ans, est autorisé à devenir politique et se montre de plus en plus critique envers le régime. Le journal se définit lui-même comme libéral³², critique le catholicisme³³ et se rapproche du parti italien niçois de sensibilité garibaldienne³⁴. Le quotidien participe à la diffusion des idées républicaines et à la structuration du « parti » républicain dans le département. Dans l'arrondissement de Grasse, un nouvel hebdomadaire radical, *Le Rappel de la Provence*, dirigé par Albert Baume, est créé à Cannes en octobre 1869³⁵. Cette presse participe, avec la présence de cercles et de loges maçonniques, plus nombreux dans l'arrondissement de Grasse que dans le comté niçois, à l'animation d'une société civile pluraliste, nécessaire à l'instauration de la démocratie³⁶.
- 10 À partir de 1869, le parti républicain est de plus en plus actif dans le département³⁷. D'anciens républicains de 1851 réfugiés à Nice y fondent un comité en 1869³⁸, le Comité démocratique de Nice, qui patronne *Le Réveil des Alpes-Maritimes*, radical, créé en juillet 1870³⁹. Journal et comité sont essentiellement animés par des « Français de France » mais, peu à peu, un rapprochement s'opère entre républicains français et libéraux niçois⁴⁰.
- 11 À l'occasion du plébiscite du 8 mai 1870, l'opposition se montre particulièrement active. Un comité anti-plébiscitaire est créé à Cannes tandis que *Le Rappel de la Provence* fait campagne pour le *non*⁴¹. Un Comité central démocratique se constitue à Nice⁴² et rassemble républicains « français » et Niçois de tendance garibaldienne. *Le Phare du Littoral* conseille de voter *non* en inscrivant sur les bulletins « Vive la République »⁴³. Des réunions privées sont organisées et des bulletins *non* sont distribués. Une véritable campagne est menée. Les résultats sont, dans l'ensemble, assez défavorables aux partisans de l'Empire comme à l'administration. Le *oui* obtient certes 85,3 % par rapport aux votants, mais seulement 61,9 % par rapport aux inscrits. En définitive, 38,1 % des électeurs inscrits se sont abstenus ou ont voté *non*, blanc ou nul. Ce résultat place les Alpes-Maritimes parmi les départements les plus rétifs au régime de Napoléon III. L'arrondissement de Grasse se montre dans l'ensemble plus hostile au régime que le comté de Nice.
- 12 À l'approche des élections municipales d'août 1870, le campanilisme niçois connaît un brusque essor à travers un nouveau quotidien local partisan du maire François Malausséna, *L'Indépendant de Nice*, qui critique sévèrement l'annexion et le « radicalisme parisien »⁴⁴. Dénonçant l'absence de Niçois au sein de l'administration, le quotidien déclare défendre « l'amour de la liberté », « essence même du caractère italien et niçois », tout en critiquant l'autoritarisme impérial et « français »⁴⁵. Sans

remettre en cause l'appartenance à la France, il réclame l'abolition de la candidature officielle, le droit de réunion, la diminution des pouvoirs du préfet, comme l'extension des libertés municipales et la liberté d'enseignement. Par de nombreux aspects, ce parti « niçois » est proche des « libertés nécessaires » revendiquées par Adolphe Thiers en 1864, et des idées du Programme de Nancy publié en 1865⁴⁶. Sociologiquement, il rassemble surtout des élites locales, notamment juridiques et commerçantes, inquiètes de la concurrence que leur font les nouvelles élites françaises « d'outre-Var » arrivées après 1860, ainsi que des artisans et commerçants plus modestes.

- 13 En vue des élections, ce courant campaniliste se structure au sein d'un Comité Niçois, qui se donne pour but « d'écarter des élections municipales toute ingérence étrangère à la localité » et proclame l'attachement des Niçois à « l'autonomie de [leur] pays »⁴⁷. Appelant à voter pour le maire Malausséna, le comité réclame davantage de « libertés locales » et dénie aux « Français de France » le droit de participer à la politique locale, mais il ne remet pas en cause fondamentalement le Second Empire, ni l'appartenance du comté à la France. Selon le publiciste républicain Mark Ivan, François Malausséna aurait suscité la création du Comité Niçois afin de séparer les « libéraux italiens » des « démocrates français », républicains. Le préfet aurait accepté cette manœuvre dans le but d'affaiblir les adversaires de l'Empire⁴⁸.
- 14 Les élections municipales des 6 et 7 août 1870 à Nice valident la stratégie du maire. Les républicains soutenus par *Le Réveil des Alpes-Maritimes* se regroupent à nouveau au sein du Comité démocratique de Nice tandis que les bonapartistes patronnés par le *Journal de Nice* forment également un comité. Le parti « niçois », pour sa part, soutient le maire Malausséna à travers *L'Indépendant de Nice* et s'oppose violemment aux « étrangers » non niçois accusés de vouloir « gouverner » les Niçois et « détruire [leurs] sentiments patriotiques »⁴⁹. Le parti en appelle aux « bons citoyens qui ont le culte de leur origine et le respect de leur autonomie »⁵⁰. La campagne est si violente que le *Journal de Nice*, pris entre le Comité Niçois et les républicains, appelle finalement les électeurs à s'abstenir ou à voter blanc⁵¹. Le scrutin est remporté par la liste du maire sortant, mais le nouveau conseil ne compte que six membres sortant sur trente-deux, signe d'un important renouvellement.
- 15 Toute la décennie est ainsi marquée par l'essor progressif de contestations libérales de l'Empire, qui prennent cependant des formes différentes selon l'héritage politique de l'espace concerné : davantage orléaniste ou bonapartiste modéré dans l'arrondissement de Grasse, campaniliste dans l'ancien comté de Nice. Journaux et élections permettent à ces oppositions de s'exprimer. Comme à l'échelle nationale, les mécontentements accumulés depuis 1860 se déversent ainsi dans les ouvertures créées par la libéralisation du régime impérial⁵².

L'instauration de la République : une transition réussie ?

Les partis et l'administration face à la guerre

- 16 La proclamation de la chute de l'Empire est bien accueillie dans le département et, comme ailleurs en France, des militants républicains prennent le contrôle de plusieurs municipalités, y compris à Nice⁵³. Le nouveau préfet, Pierre Baragnon, fait publier, en français et en italien, une lettre de Giuseppe Garibaldi dans laquelle le général appelle

ses partisans à « soutenir la République par tous les moyens »⁵⁴. Une nouvelle municipalité, dirigée par un notable conservateur libéral respecté, Louis Piccon, est installée et apporte clairement son soutien à la République⁵⁵. Rapidement, cependant, des tensions apparaissent.

- 17 Un nouveau Comité niçois se constitue à Nice en septembre 1870, en vue des élections législatives. On retrouve, parmi ses membres, des libéraux auparavant proches des « républicains français », comme Auguste Raynaud ou Alfred Borriglione⁵⁶. Le comité affiche très vite sa sympathie pour l'Italie, lors de l'entrée des troupes italiennes à Rome, et semble même réclamer le retour de Nice à l'Italie⁵⁷. Il demande la levée de l'état de siège⁵⁸ et souhaite que la commission municipale soit exclusivement composée de Niçois⁵⁹. Tous ses membres sont attachés à maintenir, au moins en partie, une certaine italianité de la ville, et déclarent avoir conservé des « sympathies » pour leur ancienne patrie. Divisé entre une tendance plutôt libérale et une autre plus bonapartiste modérée, le comité critique par la suite les mesures autoritaires prises par l'administration républicaine (nomination d'une commission municipale dirigée par le préfet, désarmement de la garde nationale, etc.).
- 18 Le Comité niçois est bientôt épaulé par un nouveau quotidien rédigé en langue italienne, *Il Diritto di Nizza*, publié à partir du 6 novembre 1870. Très hostile au bonapartisme, ce quotidien se définit comme libéral et campaniliste, souhaitant défendre « l'élément local » contre « l'élément hétérogène »⁶⁰. Le quotidien revendique également le droit des Niçois à conserver une relation privilégiée avec l'Italie, ainsi que la gestion exclusive de la politique locale par les natifs de l'ancien comté⁶¹. Critiquant lui aussi l'administration républicaine et les mesures autoritaires prises lors de la Défense nationale (dissolution de la garde nationale, suspension du conseil municipal), il remet en cause, dans un premier temps, la validité du plébiscite de 1860⁶². Comme le comité, le quotidien rassemble des nostalgiques de l'Italie, qui envisagent la possibilité d'un « retour » de Nice à sa patrie d'origine, et des Niçois attachés à une certaine « autonomie » de fait de la cité⁶³. Interdit par la préfecture en février 1871, le journal paraît ensuite sous le titre de *Pensiero di Nizza*.
- 19 Le parti républicain se structure également en vue des élections municipales, en septembre 1870⁶⁴, avant que de nouveaux comités soient créés dans plusieurs villes du département en vue des élections législatives de février 1871. Dès le début, le parti républicain s'organise ainsi à l'échelle du département⁶⁵, mais la presse se divise rapidement entre *Le Réveil des Alpes-Maritimes*, radical, et *Le Phare du Littoral*, plus modéré. La question de la proportion de « Niçois » dans le conseil municipal, ainsi que l'attitude à adopter face au « parti niçois », sont une cause de division⁶⁶.
- 20 Face à cette situation, l'administration s'efforce tout d'abord de mener une politique conciliante avec les élites locales et le parti « niçois ». En 1870, le préfet Baragnon essaie de mettre en place une sorte de « ralliement » entre les deux partis en vue des élections municipales prévues pour le 25 septembre 1870⁶⁷ mais, suite à l'échec de cette tentative et en raison de la poursuite de la guerre, il change d'approche et opte pour la fermeté. Le maire de Nice, Piccon, est poussé à la démission⁶⁸. Une nouvelle commission municipale est nommée⁶⁹. La garde nationale est désarmée.
- 21 Le gouvernement italien fait alors savoir qu'il s'oppose à tout retour du comté à sa patrie d'origine⁷⁰, mais plusieurs journaux italiens réclament toujours Nice, ce qui suscite l'inquiétude de la préfecture et des journaux républicains⁷¹. À la fin de l'année 1870, des comités niçois se créent en outre en Italie, notamment à Florence, Gênes et

Coni (Cuneo), et réclament également le retour du comté à l'Italie⁷². Le résultat du vote de 1860 est remis en cause, maintenant que le Second Empire s'est effondré⁷³ tandis que l'italianité de la ville et de ses habitants est affirmée⁷⁴. Ces comités d'Italie sont très actifs en 1871 et leur activité inquiète les autorités républicaines⁷⁵.

- 22 Le préfet Marc Dufraisse, nommé le 14 octobre 1870, commet, dans ce contexte, de nombreuses maladresses : après avoir tenu un discours modéré et promis de nouvelles « immunités municipales »⁷⁶, il change d'approche lorsque la situation militaire se dégrade et devient brutalement intransigeant, persuadé de l'existence d'un complot séparatiste et certain que Garibaldi agit en faveur d'un retour de Nice à l'Italie⁷⁷. Le contexte de guerre, ainsi que l'image négative des Méridionaux⁷⁸ qui prévaut chez certains membres de l'administration, jouent ici un rôle notable dans le déroulement des événements. En février 1871, à la suite de manifestations de joie campanilistes et « pro-italiennes », le soir de la proclamation des résultats des élections législatives, Dufraisse suspend la publication du *Diritto*, déclenchant ainsi deux journées d'émeutes⁷⁹. La presse italienne condamne l'arbitraire du préfet⁸⁰ et même certains républicains « français » de Nice jugent que le représentant de l'État a été maladroit en s'opposant si violemment à Garibaldi, dans la ville natale du général⁸¹. L'action de Dufraisse éloigne, de fait, de nombreux notables locaux de la République telle que l'incarne la Défense nationale, à l'image de l'historien Jean-Baptiste Toselli⁸². Le parti niçois, de son côté, s'éloigne encore plus nettement du parti républicain français⁸³.

Après la Défense nationale, des partis en quête de nouvelles stratégies

- 23 Lors des élections du 8 février 1871, les journaux républicains ne parviennent pas à s'entendre et soutiennent différentes candidatures, dont celles de Giuseppe Garibaldi, d'Edmond Adam et du préfet Dufraisse. Hormis Garibaldi, aucun candidat républicain n'est natif du comté et les républicains sont profondément divisés par la candidature du préfet⁸⁴. Le *Diritto di Nizza*, pour sa part, soutient quatre « candidats niçois », dont Garibaldi, choisis par le Comité niçois⁸⁵. La campagne est assez confuse : si le comité et le *Diritto* remettent assez clairement en question l'appartenance de Nice à la France, les candidats se prononcent surtout pour la paix et la République et n'abordent pas la question d'un éventuel retour à l'Italie. Ils sont cependant considérés comme séparatistes par l'administration et par la presse républicaine. Le préfet Dufraisse, Garibaldi et deux candidats du Comité niçois (Louis Piccon et Constantin Bergondi) sont finalement élus. Les résultats soulignent la dichotomie du département, Dufraisse étant élu grâce aux voix de l'arrondissement de Grasse tandis que les élus du Comité Niçois arrivent en tête dans le comté.
- 24 Malgré ce succès, le parti niçois change de discours à la fin du mois de mars 1871, à l'approche des élections municipales, et vraisemblablement à la suite des troubles de février 1871, en renonçant officiellement à « l'idée séparatiste », qui réclame la séparation d'avec la France, pour prôner le « révisionnisme », c'est-à-dire la seule « révision » du plébiscite de 1860⁸⁶. Lors des élections municipales d'avril 1871, l'inflexion « localiste » est nette : le *Pensiero* et le Comité niçois présentent une liste qui prétend avant tout faire « triompher l'élément indigène » et représenter le « triomphe des franchises municipales »⁸⁷. Le ton est globalement plus particulariste que séparatiste mais les listes de candidats et les proclamations du comité sont publiées en

langue italienne, renforçant ainsi les accusations de séparatisme qui émanent de la préfecture et du parti républicain français⁸⁸. Les élections sont remportées par le Comité niçois mais l'abstention atteint 71 %. Auguste Raynaud, conservateur libéral et niçois, est nommé maire. La municipalité est réélue en novembre 1874, mais l'abstention demeure élevée (62 %).

- 25 Les élections partielles du 2 juillet 1871 confirment la dichotomie observée en février⁸⁹. Face aux candidatures « républicaines françaises » de Fortuné Maure et d'Henri Lefèvre, les candidats niçois Alfred Borriglione et Alexandre Milon appliquent la stratégie du Comité niçois et, tout en se prononçant pour la République, réclament la « révision » du plébiscite de 1860⁹⁰. Comme en février, Maure et Lefèvre sont élus grâce aux voix de l'arrondissement de Grasse, Borriglione et Milon arrivant en tête dans le comté de Nice.
- 26 Contre les accusations de la presse républicaine, les députés élus avec le patronage du Comité niçois réfutent l'accusation de séparatisme. Louis Piccon reconnaît ainsi l'existence de « sympathies pour la maison de Savoie » à Nice, mais affirme qu'il ne s'agit pas d'« idées séparatistes »⁹¹. Constantin Bergondi, pour sa part, accuse les Français de France d'être responsables, par leur intransigeance, de l'essor du séparatisme⁹² tandis que le maire de Nice, Raynaud, proclame au préfet Decrais son « dévouement à la France » et rejette fermement les « accusations de séparatisme »⁹³. Celles-ci demeurent cependant un argument fréquemment employé pour discréditer ses adversaires. En 1872, le directeur du Théâtre Français accuse ainsi de séparatisme la mairie qui vient d'attribuer d'importantes subventions à son rival, le Théâtre Italien⁹⁴.
- 27 Le parti républicain, dans ce contexte, prend conscience qu'il doit s'adapter aux spécificités locales. Pour les élections législatives de juillet 1871, il prend soin de présenter des candidats selon une logique géographique : l'un pour l'arrondissement de Grasse et l'autre pour le comté de Nice⁹⁵. Une Union républicaine de Nice est créée et représente « l'élément républicain français » de la ville⁹⁶. Fortuné Maure et Henri Lefèvre, proches des idées de Thiers, sont désignés candidats. Au même moment apparaît un Comité démocratique de Nice, de tendance garibaldienne, composé exclusivement « d'éléments niçois » et présidé par un important notable local, le comte Ange Giletta de Saint-Joseph⁹⁷. Le comité proclame la légitimité des « sentiments d'affection » et des « sympathies » des Niçois pour l'Italie⁹⁸, mais il estime que la question de la République doit passer avant celle de la nationalité⁹⁹. Le comité choisit Lefèvre comme candidat¹⁰⁰. Après les élections, il se fixe comme objectif de « grouper tous les républicains niçois, dans le but de soutenir et d'affermir par tous les moyens possibles la République française, première étape vers la République universelle »¹⁰¹. Ange Giletta, dans une lettre au préfet, indique que le comité, qui compte en son sein des sympathisants de l'Italie et des partisans de la France, a été créé pour « déjouer les intrigues du parti de désordre qui demandait la révision du plébiscite de 1860, et mettre un terme en même temps à l'agitation des esprits, cause perpétuelle de troubles dans notre ville »¹⁰². Le désir de stabilité et de calme, comme le refus de revenir à l'Italie, sont donc déterminants dans l'adhésion d'une partie des élites et de la population niçoises à la République.

Une consolidation conservatrice ? De la chute de Thiers à la fin de l'Ordre moral

La recomposition des partis sous l'Ordre moral

- 28 Sous l'Ordre moral, le parti niçois s'ancre de plus en plus clairement à droite. En 1873, un fonctionnaire estime que le parti conservateur est dominant dans le comté mais représente « l'élément séparatiste italien »¹⁰³. Les deux députés élus en 1871, Piccon et Bergondi, sont des conservateurs libéraux, proches des idées de Thiers et siègent au Centre gauche. La municipalité « niçoise » élue en avril 1871 se rapproche du préfet orléaniste Villeneuve-Bargemon, nommé en juillet de la même année. En février 1874, le préfet est satisfait du maire de Nice et de son adjoint, qui montrent des « sympathies italiennes » mais sont « profondément conservateurs »¹⁰⁴. Grâce à cette alliance avec la préfecture, le parti niçois et la municipalité Raynaud jouissent d'une relative tranquillité.
- 29 Le parti niçois connaît néanmoins deux revers importants en 1874, avec le scandale Piccon – le député envisageait dans un discours la possibilité d'un retour de Nice à l'Italie et dut démissionner – et le suicide de son collègue Bergondi, à la suite de problèmes familiaux¹⁰⁵. Le parti niçois perd ainsi ses deux députés. La réaction de la presse nationale au discours de Piccon montre que la perspective d'un retour à l'Italie est devenue inenvisageable après le traumatisme de la perte de l'Alsace et de la Moselle. Pour couper court aux accusations de séparatisme, les professions de foi des candidats aux élections législatives de 1874 ainsi que les circulaires et proclamations du Comité niçois sont désormais toutes publiées en langue française. Signe supplémentaire de l'ancrage à droite du parti, toute allusion à Garibaldi disparaît, ainsi que toute remise en cause ou demande de « révision » du plébiscite. Le Comité niçois se concentre sur le localisme et le rejet des non-Niçois¹⁰⁶.
- 30 Cette évolution conservatrice pose cependant problème à certains membres du comité, qui se rapprochent peu à peu du parti républicain français. C'est notamment le cas d'Alfred Borriiglione qui, en 1876, se présente comme « candidat républicain » aux élections législatives¹⁰⁷. Lors du même scrutin, Eugène Roissard de Bellet se présente avec le soutien du *Pensiero* et de la presse locale conservatrice¹⁰⁸. Une évolution importante se fait jour alors : les républicains français et les « libéraux italiens » niçois se rapprochent et parviennent à s'entendre sur le nom d'Alfred Borriiglione¹⁰⁹, tandis que les conservateurs niçois et français soutiennent ensemble Roissard de Bellet.
- 31 Le parti républicain « français » peine en effet à s'implanter dans la partie orientale du département. Les élections législatives de 1874 montrent les progrès du parti en termes d'organisation et de structuration : une assemblée générale de délégués des électeurs républicains des Alpes-Maritimes se réunit et désigne les deux candidats, qui sont ensuite patronnés par un Comité central républicain des Alpes-Maritimes¹¹⁰. Les résultats ayant été décevants dans le comté, le parti français ne présente cependant pas de liste à Nice lors des élections municipales de novembre 1874 et les journaux républicains appellent à l'abstention¹¹¹.
- 32 Sous l'Ordre moral, la « question de Nice » est particulièrement instrumentalisée par le parti républicain et la presse républicaine qui accusent, lors des élections, ses adversaires conservateurs de « séparatisme », afin de les discréditer¹¹². En faisant des élections une « question de nationalité », le parti essaie d'amener à lui des

personnalités conservatrices françaises, qui désapprouvent les tendances italiennes et campanilistes du parti niçois. Comme à la fin du Second Empire, l'accusation de « séparatisme » est également employée par les républicains contre l'administration conservatrice, notamment celle du préfet Villeneuve-Bargemon¹¹³. Le parti républicain condamne alors fermement la prétention du Comité niçois à exclure les nouveaux Niçois de la vie politique locale¹¹⁴ et qualifie ce « localisme » de « semi séparatisme »¹¹⁵. À la suite de son rapprochement avec Borriglione, le parti républicain est cependant obligé de faire des compromis. À l'occasion des élections municipales de 1878, la presse républicaine estime ainsi que le nouveau conseil devra être composé, en grande majorité, de Niçois d'origine¹¹⁶. Les journaux républicains « français » souhaitent alors privilégier « l'apaisement » entre Niçois et non-Niçois.

- 33 C'est au moment où le parti républicain français et l'aile gauche du parti niçois se rapprochent qu'émerge un nouveau parti français conservateur, qui reprend à son compte le discours particulariste du Comité niçois. À partir de 1876, le *Journal de Nice* devient le porte-parole de cette tendance et s'approprie une partie du discours particulariste, en reprochant notamment au candidat républicain Henri Lefèvre de ne pas être originaire du comté¹¹⁷. Le journal, cependant, ne défend pas l'italianité de la ville. Il témoigne ainsi d'une francisation du particularisme niçois par la droite locale¹¹⁸.

Une administration en quête d'équilibre

- 34 De juillet 1871 (arrivée du préfet Villeneuve-Bargemon) jusqu'au mois de décembre 1877 (fin de la crise du 16 mai), l'administration conservatrice s'appuie sur le « parti niçois » contre le parti républicain. La préfecture essaie cependant de se montrer relativement équilibrée face à la presse républicaine et use peu de l'interdiction de vente sur la voie publique¹¹⁹. Elle se montre parfois plus libérale que certains notables locaux, qui réclament en vain l'interdiction d'un organe les critiquant¹²⁰. La préfecture fait également preuve d'une grande tolérance face au *Pensiero di Nizza* et évite d'affronter frontalement le quotidien, de peur de provoquer un mouvement de solidarité dans la population annexée. Si l'autorisation de vente sur la voie publique lui est parfois retirée, le journal n'est pas interdit. De la même manière, en 1874, le préfet estime que nommer un autre maire que Raynaud serait prendre le risque de permettre aux électeurs « niçois » de se présenter en « victimes de la pression française »¹²¹.
- 35 Les représentants de l'État dans le département se plaignent en revanche régulièrement de l'intransigeance « nationale » des quotidiens républicains¹²² qui, en entretenant une polémique « anti-niçoise », éloigneraient la population annexée de leur nouvelle patrie. En 1875, le préfet estime ainsi que *L'Ordre Social* « compromet la cause française plus qu'il ne la sert, par la violence de son langage, par sa polémique agressive et passionnée »¹²³. Il est vrai que ce journal, républicain radical, critique alors avec virulence l'action de la préfecture conservatrice.
- 36 Tout en s'inquiétant des « exaltés français »¹²⁴ qui souhaitent « éliminer l'élément niçois » de l'administration municipale¹²⁵, l'administration s'efforce en même temps de contenir les propos « séparatistes » et campanilistes en s'appuyant sur les élus locaux conservateurs. Peu de temps après les élections législatives de 1874, à la demande du préfet¹²⁶, le Conseil général vote ainsi un texte condamnant la « distinction qu'on a voulu établir entre les Français d'origine et les Français annexés »¹²⁷. Le texte vise, en

réalité, la presse républicaine locale. La préfecture s'efforce, en même temps, de favoriser les divisions à l'intérieur du parti niçois¹²⁸.

- 37 La nomination d'Henri Doniol, premier préfet véritablement républicain depuis la Défense nationale, en décembre 1877, souligne l'évolution mais aussi les constances de l'attitude de l'administration républicaine face au campanilisme niçois. Dès son arrivée à Nice, le préfet rend en effet hommage à l'Italie et souligne la « constance » avec laquelle les Niçois se sont « unis à la famille française »¹²⁹ mais, dans un rapport qu'il rédige pour le ministre de l'Intérieur, il affirme également que les « séparatistes » sont avant tout des gens « avides », motivés par leurs seuls intérêts¹³⁰.

La victoire de la République dans les urnes

- 38 Les différentes élections soulignent la dichotomie persistante entre les deux parties du département, tout en marquant autant d'étapes vers l'instauration de la République. Les élections législatives partielles d'octobre 1874 entérinent le glissement à droite du parti « niçois », les deux candidats patronnés par le *Pensiero* et *L'Union du Midi*, légitimiste, Joseph Durandy et le baron Eugène Roissard de Bellet, sont soutenus par la préfecture de Villeneuve-Bargemon et par les conseillers généraux bonapartistes du département¹³¹. Pour la première fois, les candidats « niçois » publient leur profession de foi en langue française. Ils se présentent avant tout comme des « hommes du pays », qui ne souhaitent pas remettre en question l'annexion à la France mais ont conservé des sympathies pour l'Italie¹³². Les républicains, de leur côté, prennent soin de désigner un candidat issu de l'arrondissement de Grasse (Léon Chiris) et un autre représentant l'arrondissement de Nice (Gaspard Médecin, maire de Menton). Les deux candidats adoptent un discours modéré, de centre gauche. Chiris et Médecin sont élus, mais les candidats du Comité Niçois arrivent en tête dans l'ancien comté.
- 39 Les élections législatives de février 1876, les premières depuis le vote des lois constitutionnelles de 1875, se déroulent dans un climat apaisé. Grâce au rétablissement du scrutin uninominal, les électeurs du comté de Nice ne voient plus en effet leur vote être compté avec ceux de l'arrondissement de Grasse¹³³. Par ailleurs, hormis dans celle de Puget-Théniers, toutes les circonscriptions voient se produire des candidatures uniques, laissant deviner un arrangement entre les partis. Alfred Borriglione, soutenu par le Comité niçois et le parti républicain français, est ainsi élu à Nice-ville, tandis que le conservateur niçois Roissard de Bellet l'emporte à Nice-campagne. Léon Chiris, républicain, est élu à Grasse tandis qu'Henri Lefèvre, du parti républicain français, est élu à Puget-Théniers. Le département a donc nommé deux « Niçois » (un de droite et un de gauche) et deux « Français d'outre-Var ». Aucun candidat n'évoque le retour de Nice à l'Italie. L'absence de réunions publiques et de véritables comités renforce l'impression d'arrangement¹³⁴. Enfin, aucune accusation de séparatisme, ni aucun débat sur la « question nationale » ne se produisent au cours de ce scrutin.
- 40 Les élections législatives de 1877, malgré le contexte particulier créé par la crise du 16 Mai, ne remettent pas en cause l'équilibre issu du scrutin précédent. Borriglione, seul candidat à Nice-ville est élu avec un discours républicain modéré¹³⁵. Comme en 1876, il est soutenu par les républicains français et la gauche du parti niçois¹³⁶. À Grasse, Léon Chiris est élu contre le conservateur Léon Rigal. Dans la circonscription de Nice-campagne, Roissard de Bellet l'emporte contre deux candidats républicains qui ne sont pas parvenus à s'entendre. À Puget-Théniers, enfin, le candidat républicain, le baron

Charles de Saint-Cyr, est battu par le duc Louis Decazes. La candidature de ce dernier, soutenu par Auguste Raynaud mais pas par le *Pensiero*, divise profondément le parti niçois. Pour la première fois, et par libéralisme, le *Pensiero* se prononce alors clairement pour la République¹³⁷.

- 41 Les élections municipales de janvier 1878, enfin, marquent la conquête de la ville de Nice par la République. Borriglione, déjà député, rompt en effet avec le Comité niçois et se présente sur la liste du Comité républicain de Nice, avec plusieurs membres du « parti français »¹³⁸. Malgré une violente campagne du *Pensiero*, la liste du Comité républicain est élue par 61 % des suffrages, pour une abstention importante (44 %). En parvenant à rassembler républicains français et niçois républicain, Borriglione réalise la synthèse entre une Troisième République libérale et girondine et un campanilisme niçois modéré dont les tendances les plus italiennes ont été volontairement édulcorées. La bourgeoisie libérale niçoise de gauche, en quittant le parti strictement local pour s'allier avec le parti républicain français, achève ainsi de faire basculer définitivement Nice du côté de la République.
- 42 Le campanilisme niçois a, en définitive, joué un rôle majeur dans l'instauration de la Troisième République dans les Alpes-Maritimes. À la fin du Second Empire, ce courant prend son essor en même temps que s'affirme un libéralisme dont il est, d'une certaine manière, une composante, et perturbe le bon fonctionnement du système bonapartiste. Au cours des années 1870, il s'oppose tout d'abord aux républicains de la Défense nationale, trop autoritaires à ses yeux, avant de se rapprocher du centre gauche, puis de la droite orléaniste au pouvoir. À la fin de la décennie, l'aile gauche du parti niçois fait cependant sécession et s'allie avec le parti républicain français tandis que les autorités républicaines, de leur côté, acceptent la proclamation d'une identité locale particulière par les élites locales¹³⁹, dès lors que les revendications d'italianité ont été abandonnées.
- 43 Le cas des Alpes-Maritimes souligne ainsi la souplesse du système tertio-républicain face aux identités locales, loin de la vision « essentialisée et unifiante de la République »¹⁴⁰ qui domine encore parfois. Comme l'a souligné Jean-François Chanet pour l'école, la République a « respecté les traditions et les mœurs provinciales, ou s'en est accommodé lorsqu'elle n'était pas en mesure de les changer »¹⁴¹. Si le campanilisme niçois a su se franciser et se républicaniser tout en devenant moins exclusif, les autorités républicaines françaises ont su de leur côté, tant bien que mal, faire preuve d'une certaine tolérance face à une identité locale affirmée de façon parfois virulente par les notables locaux. La bourgeoisie libérale niçoise, et les agents d'un État moins jacobin qu'on ne l'a souvent dit¹⁴², ont ainsi œuvré activement et concomitamment à l'instauration dans les Alpes-Maritimes d'une République à la fois libérale et modérée, respectueuse, par pragmatisme, des particularismes politiques locaux.

NOTES

1. L'auteur remercie Pierre Karila-Cohen (Université Rennes 2) pour sa relecture et ses remarques.
2. Philip Nord, *Le moment républicain. Combats pour la démocratie dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2013 (première édition, *The Republican Moment. Struggles for Democracy in Nineteenth-Century France*, Cambridge [Mass.], Londres, Harvard University Press, 1995).
3. Nicolas Guilhot et Philippe C. Schmitter, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4, 2000, p. 615-632.
4. Joël Guibert et Guy Jumel, *La socio-histoire*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 118 ; Loïc Vadelorge, « Les affres de l'histoire locale, 1970-2000 », dans Maryline Crivello, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (dir.), *Concurrence des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, Publication de l'Université de Provence, 2006, p. 37-47 ; Christophe Charle, « Région et conscience régionale en France. Questions à propos d'un colloque », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, 1980, p. 37-43.
5. Henri Courrière, *Le comté de Nice et la France. Histoire politique d'une intégration, 1860-1879*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 19-65 ; Marc Ortolani, « Le plébiscite de 1860 pour l'annexion de Nice à la France », dans Gian Savino Pene Vidari (dir.), *I plebisciti del 1860 e il governo sabauda*, Turin, Deputazione subalpina di storia patria-Palazzo Carignano, 2016, p. 187-216 ; collectif, « L'année 1860, chroniques de l'Annexion », n° spécial de la revue *Nice Historique*, n° 1-2-3, 2010.
6. Elena Musiani, *Faire une nation. Les Italiens et l'unité (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, Gallimard, 2018.
7. Jacques Basso, *La tradition politique localiste dans les Alpes-Maritimes, 1860-1968*, Bordeaux, CERVL, 1971 ; Jacques Basso, *Les élections législatives dans le département des Alpes-Maritimes de 1860 à 1939. Éléments de sociologie électorale*, Paris, LGDJ, 1968.
8. Olivier Vernier, « Nice et la représentation parlementaire de son comté à Turin, 1848-1860 », *Recherches régionales*, n° 2, 1990, p. 71-80.
9. Archives nationales (désormais AN), F/1cIII/Alpes-Maritimes nouveau département/2, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 3 décembre 1869 et *Le Phare du Littoral*, 3 décembre 1869. Calixte Pierre-Pierre, *Les brouillards de Nice*, Nice, V.-E. Gauthier, 1869, p. 175-176.
10. Archives départementales des Alpes-Maritimes (désormais ADAM), 4 N 9, *Revue de Nice*, 15 novembre 1860, p. 73-75.
11. *Ibid.*
12. AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du 1^{er} avril 1867.
13. Henri Courrière, *Le comté de Nice et la France...*, *op. cit.*, p. 80-81.
14. ADAM, 1 M 348, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 22 août 1863 ; collectif, « Garibaldi et Nice », n° spécial de la revue *Nice historique*, n° 2, 2007.
15. AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du 1^{er} février 1867 ; Jérôme Bracq, « Les soubresauts de l'annexion : l'agitation du parti italien (juin 1860-décembre 1861) », *Nice historique*, n° 1-2-3, 2010, p. 267-288.
16. AN, BB/30/370/3, rapport du 8 juillet 1861, rapport du 14 juillet 1864, rapport du 9 avril 1862.
17. AN, BB/30/370/3, rapport du 7 octobre 1861.
18. ADAM, 1 M 348, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 22 août 1863.
19. *Journal de Nice*, 4 septembre 1868 et ADAM, 1 M 347, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 5 septembre 1868.

20. ADAM, 1 M 376, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 12 mars 1863 ; Marc Ortolani, « Victor Masséna, député des Alpes-Maritimes, 1863-1870 », *Nice historique*, n° 2, 2008, p. 157-169.
21. ADAM, 1 M 376, rapport du sous-préfet de Grasse au préfet, 31 octobre 1863.
22. ADAM, 1 M 376, rapport du sous-préfet de Grasse au préfet, 5 juin 1863.
23. ADAM, 1 M 376, rapport du sous-préfet de Grasse au préfet, 31 octobre 1863.
24. AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du 1^{er} avril 1868.
25. ADAM, 3 M 176, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 3 avril 1868 ; AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du 4 juillet 1868.
26. *Journal de Nice*, 14-15 septembre 1868 ; ADAM, 3 M 176, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 8 septembre 1868 et ADAM, 3 M 176, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 18 septembre 1868.
27. AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du 3 octobre 1868, rapport du 4 novembre 1868.
28. ADAM, 3 M 177, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 8 mai 1869.
29. ADAM, 3 M 178, profession de foi de J.-D. Méro.
30. ADAM, 3 M 177, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 22 avril 1869.
31. ADAM, 3 M 177, rapport du commissaire de Grasse au préfet, 9 mars 1869 ; Marc Ortolani, « Victor Masséna... », art. cit.
32. ADAM, 2 T 14, *Le Phare du Littoral*, 12 janvier 1868.
33. AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du 1^{er} juin 1867.
34. AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du 1^{er} mai 1867.
35. AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du 2 octobre 1869. Selon Christophe Charle, *Le Rappel de la Provence* était imprimé à Aix-en-Provence, cf. Christophe Charle, *Le siècle de la presse*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 115 ; AN, F/18/435/B, dossier *Rappel de la Provence*, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 10 septembre 1869.
36. Philip Nord, « Les origines de la Troisième République en France (1860-1885) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 16, n° 1, 1997, p. 57.
37. AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du 9 août 1869.
38. Menica Rondelly et Grégoire Ricci, *Alfred Borriglione. Sa vie politique (1869-1902)*, Nice, 1902, p. 4-5.
39. AN, F/1cIII/Alpes-Maritimes, nouveau département/1, rapport du 7 juillet 1870 ; F/18/435/B, dossier *Réveil des Alpes-Maritimes*, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 21 juillet 1870.
40. Mark Ivan, *Le séparatisme à Nice (de 1860 à 1874)*, Nice, Verani, 1874, p. 66-67.
41. ADAM, 3 M 164, rapport du sous-préfet de Grasse au préfet, 2 mai 1870.
42. ADAM, 3 M 164, rapport du commissaire de police de Menton au préfet, 3 mai 1870 ; rapport du commissaire de police de Menton au préfet, 5 mai 1870.
43. *Journal de Nice*, 14 mai 1870.
44. *L'Indépendant de Nice*, 26-27 juin 1870.
45. *Ibid.*
46. Odette Voilliard, « Autour du Programme de Nancy (1865) », dans Christina Gras et Georges Livet (dir.), *Régions et régionalisme en France du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, PUF, 1977, p. 287-302.
47. Archives départementales des Bouches-du-Rhône (désormais ADBDR), 2 U 1/191, placard du Comité Niçois, 6 juillet 1870.
48. Mark Ivan, *Le séparatisme à Nice...*, op. cit., p. 42-43.
49. Jules Bessi, *Les élections municipales*, Nice, Imprimerie Caisson et Mignon, 1870.
50. *Ibid.*
51. *Journal de Nice*, 3 août 1870.
52. Philip Nord, « Les origines de la Troisième République... », art. cit., p. 57.

53. ADAM, 1 M 352, extrait du procès-verbal de la séance du Conseil municipal de Nice du 4 septembre 1870 ; Mark Ivan, *Le séparatisme à Nice...*, op. cit. p. 72.
54. ADBDR, 2 U 1/191, rapport du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, 21 février 1871 ; *Journal de Nice*, 12 septembre 1870.
55. *Journal de Nice*, 15 septembre 1870.
56. Mark Ivan, *Le séparatisme à Nice...*, op. cit., p. 80 et 87.
57. *Journal de Nice*, 24 septembre 1870, 27 septembre 1870 ; ADBDR, 2 U 1/191, rapport du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, 21 février 1871 ; Mark Ivan, *Le séparatisme à Nice...*, op. cit., p. 88.
58. *Journal de Nice*, 24 septembre 1870.
59. *Journal de Nice*, 13 novembre 1870.
60. *Il Diritto di Nizza*, 6 novembre 1870.
61. *Il Pensiero di Nizza*, 11 novembre 1877.
62. *Il Diritto di Nizza*, 13 novembre 1870.
63. Mark Ivan, *Le séparatisme à Nice...*, op. cit., p. 102-109.
64. *Journal de Nice*, 19-20 septembre 1870, 21 septembre 1870.
65. *Journal de Nice*, 9 octobre 1870, 13 octobre 1870.
66. *Le Phare du Littoral*, 29 avril 1871.
67. *Journal de Nice*, 22 septembre 1870, 23 septembre 1870.
68. Mark Ivan, *Le séparatisme à Nice...*, op. cit., p. 81-82.
69. *Journal de Nice*, 28 septembre 1870.
70. *Journal de Nice*, 3-4 octobre 1870.
71. *Journal de Nice*, 5 octobre 1870 ; *Le Phare du Littoral*, 4 novembre 1870.
72. ADBDR, 2 U 1/191, rapport du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, 21 février 1871 ; 2U1/190, rapport de l'avocat général au procureur général, 19 février 1871.
73. *Le Phare du Littoral*, 24 novembre 1870.
74. *Memorandum dei comitati riuniti dell'emigrazione nizzarda*, Turin, Stamperia della Gazzetta del Popolo, 1871, 37 p.
75. *Il Pensiero di Nizza*, 2 avril 1871.
76. *Journal de Nice*, 24-25 octobre 1870.
77. *Le Phare du Littoral*, 12 mars 1871 ; dépêche télégraphique de Marc Dufrasse à Léon Gambetta, décembre 1870, citée par Éric Bonhomme, *La République improvisée. L'exercice du pouvoir sous la Défense nationale, 4 septembre 1870 - 8 février 1871*, St-Pierre-du-Mont, Eurédit, 2000, p. 442.
78. Laurent Dornel, *La France hostile. Socio-histoire de la xénophobie (1870-1914)*, Paris, Hachette Littératures, 2004, p. 241-242 ; Jean-Yves Le Naour, *Désunion nationale. La légende noire des soldats du Midi*, Paris, Vendémiaire, 2011.
79. Henri Courrière, « Les troubles de février 1871 à Nice. Entre particularisme, séparatisme et République », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 74, juin 2007, p. 179-208.
80. *Journal de Nice*, 16 février 1871.
81. *Le Phare du Littoral*, 11 mars 1871 ; Mark Ivan, *Le séparatisme à Nice...*, op. cit., p. 101 et 131.
82. Jean-Baptiste Toselli, *Trois journées belliqueuses à Nice ou les intrigues d'une candidature gouvernorépublicaine. Conte historico-fantastique du XVIII^e siècle*, Nice, Typographie, lithographie et librairie S. C. Cauvin et Cie, 1871, 128 p.
83. *La Voce di Nizza*, 11 février 1871.
84. *Journal de Nice*, 4 février 1871 ; *L'Avenir de la Province*, 5 février 1871.
85. *Il Diritto di Nizza*, 3 février 1871.
86. *Il Pensiero di Nizza*, 29 mars 1871, 30 mars 1871.
87. *Il Pensiero di Nizza*, 28 avril 1871.
88. *Le Phare du Littoral*, 29 avril 1871.

89. Les élections rendues nécessaires par la démission de Garibaldi et l'invalidation de Dufraisse.
90. *Il Pensiero di Nizza*, 22 juin 1871.
91. *Le Phare du Littoral*, 14 mars 1871.
92. *Le Phare du Littoral*, 16-17 septembre 1872.
93. AN, F/1bII/Alpes-Maritimes/3, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 28 janvier 1875.
94. ADAM, 1 M 349, lettre de Louis Avette au préfet, 4 septembre 1872 ; *Journal de Nice*, 16 septembre 1872.
95. *Le Phare du Littoral*, 14 juin 1871.
96. Mark Ivan, *Le séparatisme à Nice...*, op. cit., p. 211.
97. *ibid.*, p. 211-212, *Le Phare du Littoral*, 1^{er} juillet 1871.
98. *Le Phare du Littoral*, 30 juin 1871.
99. *Ibid.*
100. *Ibid.* ; *Journal de Nice*, 2 juillet 1871 ; *Le Phare du Littoral*, 1^{er} juillet 1871.
101. *Le Phare du Littoral*, 21 juillet 1871.
102. ADAM, 4 M 294, lettre du comte Ange Gilletta de Saint-Joseph au préfet, 16 juillet 1871.
103. Archives de la préfecture de police, BA/1621, essai d'un travail d'ensemble sur la presse départementale au mois de septembre 1873, manuscrit, 132 feuillets.
104. AN, F/1bII/Alpes-Maritimes/1, maires et adjoints à la nomination du Président de la République. Propositions du préfet. Département des Alpes-Maritimes, arrondissement de Nice, s. d. [février 1874].
105. Henri Courrière, *Le comté de Nice et la France...*, op. cit., p. 261-264.
106. *Il Pensiero di Nizza*, 12-13 octobre 1874.
107. *Le Phare du Littoral*, 6 février 1876.
108. *Le Phare du Littoral*, 11 février 1876 ; *Journal de Nice*, 11 février 1876.
109. *Le Patriote Niçois*, 21-22 juillet 1879, 25 juillet 1879.
110. *Le Phare du Littoral*, 2 octobre 1874, 9 octobre 1874.
111. *Le Phare du Littoral*, 16 novembre 1874.
112. *Le Phare du Littoral*, 6 octobre 1874.
113. *Le Phare du Littoral*, 19 octobre 1874, 20 octobre 1874 ; *Journal de Nice*, 21 octobre 1874.
114. *Le Phare du Littoral*, 13 octobre 1874.
115. *Le Phare du Littoral*, 12 octobre 1874.
116. *Le Phare du Littoral*, 29 décembre 1877.
117. *Journal de Nice*, 13 janvier 1876, 9 février 1876.
118. *Journal de Nice*, 3-4 janvier 1876.
119. ADAM, 2 T 13, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 6 juin 1874 ; AN, F/18/435/A, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 24 octobre 1874.
120. AN, F/18/435/B, lettre de Léon Rigal au ministre de l'Intérieur, 26 septembre 1874.
121. AN, F/1bII/Alpes-Maritimes/3, rapport du commissaire spécial des chemins de fer de Nice, 14 février 1874.
122. AN, F/2/12243, rapport du 17 septembre 1872.
123. ADAM, 2 T 13, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 8 octobre 1875.
124. ADAM, 1 M 349, rapport du commissaire spécial de Nice, 20 décembre 1874.
125. AN, F/1bII/Alpes-Maritimes/3, rapport du commissaire spécial des chemins de fer de Nice, 14 février 1874.
126. *Le Phare du Littoral*, 23 octobre 1874.
127. *Le Phare du Littoral*, 24 octobre 1874.
128. ADAM, 1 M 349, rapport du commissaire spécial de Nice, 20 décembre 1874.
129. *Le Phare du Littoral*, 22 décembre 1877.
130. AN, F/1bII/Alpes-Maritimes/3, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 6 septembre 1878.

131. *Le Phare du Littoral*, 17 octobre 1874, 24 octobre 1874.
132. *Il Pensiero di Nizza*, 11 octobre 1874.
133. AN, F/1bII/Alpes-Maritimes/3, rapport du préfet au ministre de l'Intérieur, 19 octobre 1875.
134. *Le Phare du Littoral*, 7 février 1876, 16 février 1876.
135. *Il Pensiero di Nizza*, 30 septembre 1877.
136. Archives de la préfecture de police, B/a 587, rapport du 15 juillet 1877.
137. *Il Pensiero di Nizza*, 4 octobre 1877.
138. *Le Phare du Littoral*, 2 janvier 1878, 3 janvier 1878.
139. Sur le rôle des élites locales dans la construction des identités régionales, cf. Denis Chevallier, Alain Morel, « Identité culturelle et appartenance régionale. Quelques orientations de recherche », *Terrain*, n° 5, 1985, p. 3-5.
140. Marion Fontaine, Frédéric Monier, Christophe Prochasson, « Introduction », dans *id.* (dir.), *Une contre-histoire de la III^e République*, Paris, La Découverte, 2013, p. 7.
141. Jean-François Chanut, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996, p. 363. Cf. également, pour un autre point de vue, Philippe Martel, « L'école de la III^e République et l'occitan », *Tréma*, n° 12-13, 1997, p. 101-115.
142. Maurice Agulhon, « Conscience nationale et conscience régionale en France de 1815 à nos jours », dans *id.*, *Histoire vagabonde. II. Idéologies et politique dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1988, p. 152.

RÉSUMÉS

À partir de la fin des années 1860, dans le département des Alpes-Maritimes, un courant politique campaniliste apparaît et se développe, proclamant le droit des natifs de l'ancien comté, et surtout de la ville de Nice, à exercer un rôle prédominant dans la gestion politique de la cité. La proclamation et l'instauration de la Troisième République entre tout d'abord en conflit avec ce courant particulariste, qui parvient à réunir droite et gauche locales contre les tendances centralisatrices du gouvernement de Défense nationale. Par la suite, les autorités préfectorales adaptent cependant leurs discours et leurs pratiques et parviennent ainsi à faire accepter le régime républicain par la majorité des hommes politiques locaux qui, de leur côté, participent à l'implantation dans le département d'une République modérée et libérale, respectueuse d'un certain particularisme local dès lors que celui-ci ne remet pas en cause l'appartenance à la nation française.

From the late 1860s, the department of the Alpes-Maritimes saw the emergence of the "campanilist" movement: a new political current that supported the ambition of the natives of the former Nice county –and in particular the residents of Nice– to exert a predominant role in municipal management. The French Third Republic initially came into conflict with this campanilist movement, which rallied together conservative and progressive parties against the centralizing tendencies of the "Défense nationale" government. However, by adapting its discourses and practices, the Préfecture eventually succeeded in convincing many local politicians to accept the Republican regime. These local politicians helped to establish a moderate and liberal Republic, which respected local particularism on condition that it did not question the sense of belonging to the French nation.

INDEX

Keywords : Second Empire, Third Republic, campanilism, local identity, political transition

Mots-clés : Second Empire, Troisième République, campanilisme, identité locale, transition politique

AUTEUR

HENRI COURRIÈRE

Henri Courrière est docteur en histoire et chercheur associé au Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine. Enseignant dans le secondaire, il est l'auteur de nombreux articles et a notamment publié *Le comté de Nice et la France. Histoire politique d'une intégration, 1860-1879*, Presses universitaires de Rennes, 2014.